

## **LTE est-elle un vrai projet nous conduisant vers une France exemplaire en face de la COP21 ?**

Lorsque Pierre Audigier m'a demandé de me présenter, il a choisi « ancien chef d'entreprise », j'aimerais compléter par « un grand-père en colère »

Ce qui nous unit à SLC, au-delà de la diversité de nos compétences et de nos attaches, c'est notre engagement pour contribuer à sauver le climat.

Or je me dois de constater avec ma culture de gestion responsable de projet que la LTE est un soufflé de bonnes, et aussi de moins bonnes intentions, mais certainement pas un vrai projet transformant la France en un pays développé exemplaire dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

La spiritualité des Amérindiens les engage à visualiser les sept générations qui leurs succèdent quand ils gèrent leurs rapports avec l'environnement.

Donc je suis un grand-père en colère, car l'avenir de nos descendances est en péril à cause de l'incurie de nos responsables.

Un vrai projet réussi doit toujours dérouler les phases suivantes :

En préalable, exprimer ce que l'on veut.

Etudier la situation de départ avec rigueur, poser un diagnostic sur les tendances du proche passé. Réunir des données.

Formuler des objectifs.

Enumérer des solutions permettant de les atteindre, soit en recherchant s'il en existe déjà ailleurs, soit en imaginant de nouvelles, en particulier en stimulant notre créativité.

Choisir en première étape un bouquet de solutions apparaissant comme gérables, vérifier qu'elles sont compatibles avec nos objectifs.

Passer à des plans d'action, donc à l'organisation des projets.

Vérifier que les résultats sont conformes aux attentes, si on constate des écarts, revenir éventuellement aux analyses des phases antérieures.

Des grands projets réussis en France, tels le TGV Paris-Lyon, Airbus, Le spatial, la sécurité routière entre 1974 et aujourd'hui, et le premier nucléaire ont obéi à ces règles.

Ceux qui ont lu les analyses approfondies de la LTE par Jean Fluchère, ont constaté que ce long texte confus, renvoyant à chaque page à des ordonnances ou décrets ne décrivait pas un projet cohérent. Il énonce certains objectifs, conformes à nos attentes de réduction des émissions de gaz carbonique, par exemple leur division par quatre d'ici 2050, d'autres, tels la

division par deux de nos consommation d'énergie ou l'objectif de ramener la part du nucléaire à 50% et d'augmenter la part des renouvelables qui n'ont aucun rapport avec le combat pour le climat.

Mais il n'y a aucune articulation entre l'analyse des secteurs et des moyens et cet objectif très ambitieux du facteur 4, encore moins d'une étape intermédiaire compatible avec les technologies aujourd'hui opérationnelles.

Jean a mis en évidence que l'essentiel de ce texte concernait le secteur de l'électricité, déjà ultra règlementé en Europe et dans notre pays et responsable de moins de 4% de nos émissions contre 42% pour la Planète.

Les chiffres clé du climat ont entre deux et trois ans de retard. Pour mobiliser une communauté on lui fournit, même si ce sont des approximations, des chiffres récents lui permettant de suivre son action.

Or les tendances 1990-2010 mettent en évidence une croissance de nos émissions dans les deux principaux secteurs du transport et du logement tertiaire. Le léger repli constaté depuis 2005 est dû à la crise et à la désindustrialisation.

Plus grave, la consommation de carburants est repartie à la hausse en 2015 !

Je constate donc la contradiction entre des paroles très ambitieuses pour un avenir mythique et une indifférence aux performances du présent dont on est responsable.

Le thème du réchauffement climatique est utilisé pour servir des ambitions autres. Si nous continuons ainsi, l'opinion, consciente d'avoir été dupée, ne croira plus en cette cause.

### **Pensez-vous que la France est sur le bon chemin du combat pour sauver le climat ?**

Nous constatons un vide sidéral dans le domaine des projets d'action sectoriels. Pour ne prendre qu'un exemple la promotion des voitures électriques, vues plutôt comme des stockages à roulettes que comme des outils de transport, ne remplace pas un plan d'action pour le transport qui est responsable dans notre pays du tiers des émissions !

De même pour le logement et le tertiaire.

A côté de la place de chouchous donnée aux renouvelables électriques, sans grands effets sur nos émissions, rien de très sérieux pour les autres renouvelables, géothermie, biomasse, pompes à chaleur, solaire thermique avec stockage de chaleur....Pourtant leur part dans notre mix énergétique dépasse celle des intermittents.

D'où, à mon avis deux combats, l'un défensif, l'autre offensif.

**Un combat défensif**, afin de sauver le système électrique exemplaire dont nous héritons, responsable de moins de 4% de nos émissions, notamment:

Défendre le grand carénage, en particulier le symbole de Fessenheim, en n'oubliant pas que le projet Aubry-Duflos prévoyait la fermeture anticipée de 24 réacteurs.

Enfant du pays, je me suis senti très concerné par la cause de Fessenheim. Nous devons gagner cette bataille, non seulement l'échéance 2016-2020, mais aussi celle de 2022.

C'est aux travailleurs du nucléaire de montrer leur détermination, notre rôle est de contribuer à la légitimité de leur action. Le rapport bipartisan Mariton- Goua nous donne tous les arguments nécessaires.

Donner à EDF-Areva une visibilité permettant de repartir avec un programme cohérent de nouveaux réacteurs.

Libérer EDF des contrôles bureaucratiques. Lui permettre de rester une véritable entreprise, de déployer son dynamisme commercial pour diffuser une électricité décarbonée.

Faire un bilan honnête et rigoureux de l'introduction de la concurrence dans ce secteur. On voulait faire baisser les prix, ils augmentent! Les malins font des profits, les consommateurs trinquent.

Pour ce combat nous avons deux alliés principaux:

Des syndicats sensibles aux conséquences désastreuses sur l'emploi de ces orientations, ainsi que sur les ponctions excessives de la CSPE sur le pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires.

Les responsables les plus réalistes du monde des entreprises. Seules les industries électrosensibles bénéficient d'un plafonnement à 500 000€ de leur CSPE. L'électricité est un facteur de compétitivité. Je constate hélas que, même dans un milieu sympathique comme les adhérents d'Entreprises pour l'Environnement que connaît bien Claude, le nucléaire est trop souvent un gros mot. Il y a un travail de fond à faire pour sensibiliser le monde des entreprises, les bénéficiaires des obligations d'achat subventionnées ayant confisqué leur parole.

Et les actionnaires minoritaires d'EDF, ainsi que tous ceux qui militent pour le respect des minoritaires.

### **Des combats offensifs :**

Je laisse de côté l'industrie, car elle sait compter et n'a pas attendu la LTE. La lecture des publications d'Entreprise pour l'Environnement met en évidence une multitude de petites actions gagnant des % contribuant dans la durée à une productivité énergétique continue.

Je prends l'exemple du secteur des transports. Je suis frappé par les déclarations de nos constructeurs affirmant qu'avec des technologies opérationnelles ils pourraient d'ici dix ans introduire des composants permettant d'offrir des voitures consommant 2, ou 3 litres au cent. Mais les clients les achèteraient-ils ?

Nous savons que les limitations de vitesse ont un effet très important sur les consommations ; pourquoi des 44 tonnes roulent à 95-100 ?

Sur un certain nombre de créneaux, bus urbains, camionnettes, véhicules de fonction, scooters...on peut électrifier le transport.

Avec de la volonté on pourrait d'ici 2050 diviser par deux nos consommations transport.

Mais il faudrait un minimum de cohérence. Il est facile de se vanter face à la COP 21 d'une décision de l'Assemblée Nationale de planifier à terme une forte taxe carbone, alors que les mêmes, ont obtenu du Conseil Constitutionnel l'abandon de la modeste, mais réelle taxe carbone issue du Grenelle de l'Environnement et sont incapables de compenser par une TIPP flottante l'effondrement du prix du brut alors que l'expérience a démontré que ce soit aux USA ou en Europe, une baisse sensible du prix des carburants conduit les consommateurs à se ruer vers les modèles de prestige énergétivore et à se défouler de leurs habitudes de conduite sobre.

De même, le pays pourrait se donner un objectif de diviser d'ici 2050 les émissions du logement tertiaire. Diminuer les émissions, pas la consommation d'énergie. Faire cet exercice avec ceux qui y ont déjà travaillé, Jean-Marc Jancovici nous a communiqué un dossier concerté avec les professionnels montrant ce que l'on peut faire. Et communiquer que c'est possible.

### **En conclusion que pouvons-nous faire ?**

Sauvons le Climat a évoqué des pistes d'action :

Solaire thermique avec stockage de chaleur, géothermie, pompes à chaleur, biomasse, et pourquoi pas chaleur nucléaire. Poursuivre cette communication positive ?

Trouver des alliés, IESF, Académie des Technologies, et tenter « Entreprises pour l'Environnement », présidé par de Chalendar PDG St Gobain, donc très concerné par le logement pour promouvoir ces idées constructives.

Comment, avec nos réseaux, la lecture attentive des journaux que nous lisons, l'utilisation des courriers de lecteurs pouvons-nous nous engager dans ces combats.

Bâtir des communiqués en réaction face à des âneries, mais aussi stimuler des idées constructives.